

Turquie-Politique : Inquiétude en Turquie après la dissolution du DTP.

lundi 14 décembre 2009, par [Jean Marcou](#)

Ce sont la déception et l'inquiétude qui prédominent en Turquie après la dissolution du DTP. Alors que cette décision semblait inévitable, certains observateurs espéraient que la Cour constitutionnelle renoncerait finalement à aller jusqu'à cette extrémité, comme elle l'avait fait, l'an dernier, pour l'AKP. Ainsi, Taha Akyol dans le quotidien Milliyet, le 10 décembre, tout en estimant que les liens entre le DTP et le PKK étaient prouvés, formulait le vœu que la Cour trouve une jurisprudence évitant la dissolution. Il n'en a rien été, et la juridiction constitutionnelle ayant pris sa décision à l'unanimité, on peut penser qu'elle n'a probablement pas eu beaucoup d'états d'âme.

Le leader de la formation kurde, Ahmet Türk a réagi, le soir même de la décision, en déclarant : « Vous ne résoudrez pas le problème kurde en dissolvant les partis politiques. Je suis sûr qu'un jour la paix et la démocratie prévaudront. » Mais les membres du parti dissout qui doivent se réunir, lundi à Diyarbakir, sont divisés sur la conduite à tenir désormais. Certains (Ahmet Türk, Aysel Tuğluk...) veulent sauvegarder leur groupe parlementaire, d'autres (Emine Ayna, Gülten Kışınak...) prônent l'abandon de la scène politique traditionnelle.

Les nationalistes du MHP et surtout les kémalistes du CHP ont estimé que cette décision de dissolution était avant tout juridique, ce qui, selon eux lui donne une légitimité indiscutable, tout en réservant leurs principales attaques pour le gouvernement, accusé d'avoir joué avec le feu en lançant un processus d'ouverture démocratique en direction des Kurdes. Quant aux responsables de l'AKP, ils ont émis des commentaires contrastés. Certains estimant que la Cour n'avaient pas le choix, compte tenu des liens existants entre le DTP et le PKK, d'autres se montrant plus critiques et expliquant que cette dissolution ne servirait à rien. Depuis deux jours, le premier ministre s'est surtout employé à défendre son ouverture démocratique. Selon lui, elle ne s'arrêtera pas avec la dissolution du DTP, car elle n'a pas été élaborée pour ou par rapport à ce parti, mais avant tout comme une entreprise visant à garantir l'unité du pays et à être profitable à l'ensemble de ses citoyens, quelle que soit leur ethnie et leur religion. Recep Tayyip Erdoğan reproche d'ailleurs au DTP de s'être détourné de cette initiative, et à l'opposition laïque et nationaliste, d'avoir adopté, à son égard, une attitude systématiquement négative.

Quant aux éditorialistes de la presse quotidienne et les médias en général, ils relaient le plus souvent l'inquiétude et la lassitude d'une opinion publique, qui se sent un peu prise au piège entre une dissolution, qui lui rappelle les insuffisances de la démocratie en Turquie, et la stratégie que le DTP a suivi ces dernières semaines, en se démarquant de l'ouverture démocratique. Il est probable que cette manière de voir est aussi celle de ceux qui parmi les Kurdes ne votent pas pour le DTP ou ne soutiennent pas le PKK. Pour cette opinion médiane, la dissolution confirmerait que les cadres institutionnels de la Turquie doivent encore être fortement réformés, tandis que l'incapacité des partis (DTP y compris) à mettre sur pied un processus politique de résolution de la question kurde, indiquerait que les sociétés civile et politique de ce pays sont loin d'être encore acquises au consensus et au dialogue, qui sont les vertus d'un Etat démocratique.

Ce pessimisme ambiant est en outre renforcé par les mystères, entourant l'attentat de Tokat, qui a bouleversé l'opinion, cette semaine. Condamnée par le DTP, qui y a vu une « provocation », cette embuscade, qui a coûté la vie à 7 soldats turcs, a néanmoins été revendiquée par une branche du PKK, alors même que l'organisation rebelle a décrété une trêve, depuis le mois d'avril dernier. Dès lors, tout le monde gamberge : initiative dissidente de certains activistes du PKK, provocation de l'Etat profond,

convergence entre les premiers et le second... Recep Tayyip Erdoğan a repris les doutes à son compte, en estimant que ce n'était pas parce que le PKK avait revendiqué l'attentat qu'il l'avait forcément commis, et en formulant le souhait que cette affaire puisse rapidement être tirée au clair. Mais cette énigme tombe bien mal dans le contexte présent, rappelant aux Turcs et au Kurdes, certaines heures sombres des années 90.

JM

Sources

Source : Ovipot, le 13.12.09